



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254  
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 17/03/2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2023

### **Partie nominative**

#### **BADIOU Christian SARL**

Les Chambades  
43700 Blavozy

Affaire suivie par : MALTESE-SURGET Léa  
Téléphone : 04 71 06 62 36  
Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr  
Références : UID4243-MEA-023-0091  
Code AIOT : 0005600830

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/03/2023 de l'établissement BADIOU Christian SARL implanté Les Carrières 43700 Blavozy. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- MALTESE-SURGET Léa, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- BADIOU Christian, SARL Badiou Christian, exploitant

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse non renseignée.

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement MALTESE-SURGET Léa	Le chef délégué de l'Ud Loire-Haute-Loire Guillaume PERRIN

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254  
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 17/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BADIOU Christian SARL**

Les Chambades  
43700 Blavozy

Références : UID4243-MEA-023-0091  
Code AIOT : 0005600830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement BADIOU Christian SARL implanté Les Carrières 43700 Blavozy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2023 de la DREAL. Le site est identifié "sans priorité" et doit donc être vu tous les 7 ans. La dernière inspection date du 15/09/2015.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BADIOU Christian SARL
- Les Carrières 43700 Blavozy
- Code AIOT : 0005600830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Christian Badiou exploite cette carrière depuis 1983. La carrière de grès feldspathique permet l'extraction de pierre de taille pour le bâtiment. L'extraction a lieu toute l'année. 5 employés travaillent sur site.

L'exploitation jouxte celle de M. Lhoste.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative,
- Suites données à la précédente inspection,
- Risques technologiques et environnement.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1, 2 et 16	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 3	/	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 4,5 et 6.2	/	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 13, 6.2,5.5	/	Sans objet
5	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 13 et 14	/	Sans objet
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 8, 3.4	/	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 10	/	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 10	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'extraction est faible, donc les impacts et nuisances sont limités. Le site est néanmoins en activité toute l'année.

A l'issue, de l'inspection, il a été fait les demandes suivantes :

Sous 6 mois, transmettre un descriptif :

- de la gestion des eaux sur le site (du prélèvement au rejet) ainsi qu'une estimation du volume d'eau consommé,
- du projet (nouvelle installation de la machine, et les modifications du système de décantation et l'estimation des volumes d'eau consommés),

Sous 6 mois également, effectuer une analyse de bruit.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1, 2 et 16
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique. ICPE. 2510-1. CARRIERE : 6100 t/an max. Et selon l'arrêté du 3 mars 1999 : 2434. 110 kW. Art 2 Vérification de la modification ou non du parcellaire. ART 15 Les garanties financières doivent être à jour.
<b>Constats :</b> 1. L'exploitant respecte les maximums prévus par l'autorisation (et est même bien en deçà). 2434. L'exploitant prévoit l'installation d'une nouvelle machine. Il doit faire part sous 6 mois de la puissance totale des machines sur site. 2. Aucune nouvelle parcelle n'a été acquise. 15. Les garanties financières sont à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans Suite
<b>Proposition de suites :</b> Faire part sous 6 mois de la puissance totale des machines installées

### N° 2 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une cloture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. Un merlon de terre, planté d'essences locales, complétera la cloture sur la partie sud de l'exploitation. 3.5 ACCES. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique .
<b>Constats :</b> 3.1. Un panneau d'affichage à jour est situé à l'entrée de la carrière. 3.3. La carrière est cloturée et munie de portails. 3.5. L'accès ne présente pas de danger pour la sécurité publique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 4,5 et 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage et remise en état de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.2 DEBOISEMENT – DEFRICHAGE : Aucun défrichement supplémentaire, par rapport à l'existant, ne sera réalisé. En particulier, les îlots boisés en situés en bordure de l'exploitation seront conservés. 4.3 DECAPAGE – DECOUVERTE ; Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Les opérations de décapage et de découverte sont réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. 4.4 EXTRACTION. Pas de côté minimale sur l'arrêté, hauteur maximale de front 10m . Le sous-cavage est interdit. 6.2 Une bande de 10m doit être maintenue. 20. PLANS. L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> 4.2. Aucun défrichement n'a été effectué. 4.3. Les terrains sont déjà décapés. 4.4. La carrière se constitue de deux fronts situés l'un sur l'autre, les hauteurs sont inférieures à 10m. L'extraction se fait par grand bloc. Les fronts sont propres. 6.2. La bande des 10 m est en place, l'extraction a lieu loin des limites de site. 20. Aucun plan d'exploitation n'a pu être présenté. Le rapport du 15/09/15 fait état d'un passage d'un géomètre dans l'année pour une mise à jour du plan. Le dernier plan à jour doit être transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Transmettre le dernier plan d'exploitation sous 6 mois

### N° 5 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 13, 6.2,5.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 12 : un tri des déchets est effectué, un registre de suivi des déchets doit être mis en place.
<b>Constats :</b> Un tri des déchets est effectué. Les évacuations des déchets dangereux doivent être consignés dans un registre. L'installation et le site sont propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Risque accidentel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 13 et 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque accidentel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 13.4 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année. 14.1 ELECTRICITE : contrôle des installations électriques chaque année.
<b>Constats :</b> 13.4. Les dispositifs incendies ont été contrôlés le 11/07/22. Des extincteurs sont disposés à plusieurs endroits de l'atelier. 14.1. Les installations électriques ont été contrôlées le 03/01/23. Elles révèlent des non-conformités mineures qui devront être corrigées par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 8, 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique des fluides ; 3.4 ENTRETIEN DES ENGINS . L'entretien et le ravitaillement des engins mobiles seront réalisés sur une aire conçue et aménagée de telle sorte que les liquides répandus ne puissent se propager et polluer les eaux. 9.3 Gestion des eaux de procédé des installations. Pas de rejet direct au milieu.
<b>Constats :</b> 8. La cuve d'hydrocarbures située dans l'atelier est équipée d'un dispositif double peau. Un autre stockage d'hydrocarbures sur rétention se trouve dans un conteneur ; cependant elle est vide car le site subit du vandalisme 3.4. L'atelier est sur dalle étanche et une aire étanche se situe à l'avant. Le ravitaillement des engins doit être effectué de façon à limiter les égouttures. 9.3. Le travail de la pierre nécessite l'utilisation d'eau. Celle-ci est puisée dans un plan d'eau, utilisée dans l'atelier, les rejets sont recueillis et rejoignent un premier puis un deuxième bassin pour décantation avant d'être réutilisés. Les bassins sont curés régulièrement. L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de l'inspection, de quantifier les quantités d'eau utilisées. Il a cependant pour projet l'ajout d'une machine, nécessitant un nouvel apport en eau. L'exploitant va donc procéder à une estimation des volumes consommés et une amélioration du système de décantation. La nouvelle installation de la machine, et les modifications du système de décantation et l'estimation des volumes d'eau consommés devront faire l'objet d'une notification à l'inspection contenant une description du projet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sous 6 mois transmettre un descriptif : - de la gestion des eaux sur le site (du prélèvement au rejet) ainsi qu'une estimation du volume d'eau consommé, - du projet (nouvelle installation de la machine, et les modifications du système de décantation et l'estimation des volumes d'eau consommés).



#### N° 8 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion du bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué tous les 3 ans. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une analyse de bruit de moins de 3 ans. Or, l'activité sur site a lieu tout au long de l'année et des habitations sont à proximité. Une analyse devra être faite sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Effectuer une analyse de bruit sous 6 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux.
<b>Constats :</b> L'extraction est faible, consiste en l'extraction de gros blocs, donc elle génère peu de poussières. Les poussières contiennent des silices ce qui peut entraîner des nuisances pour les travailleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## ANNEXE

### Vue aérienne de la carrière

